Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Viola-Calofaro-La-gauche-europeenne-n-est-deja-plus-seulement-un-fantome

Viola Carofalo, leader du mouvement qui cherche la résurgence de la gauche radicale italienne

Viola Calofaro : « La gauche européenne n'est déjà plus seulement un fantôme »

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : jeudi 22 février 2018

Description :

Viola Calofaro : « La gauche européenne n'est déjà plus seulement un fantôme »

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La jeune chercheuse universitaire de Naples a été nommée « chef politique » du nouveau parti de la gauche italienne, *Potere al Popolo* qui tentera d'imiter à ses homologues d'Espagne et de France lors des élections du 4 mars prochain.

Son mouvement a été reçu en Europe comme la résurgence de la gauche radicale italienne. *Potere au Popolo* naît de l'initiative des mouvements sociaux liés à un travail de quartier, des centres culturels, et un activisme politique de base. Ceux qui, dès les années 90, se font appeler les mouvements antagonistes, les héritiers directs de l'hétérogène et prolifique gauche extraparlementaire italienne des années 70 et 80. À cette base, se sont ajoutés le *Parti de la Refondation Communiste* - cette minorité du Parti Communiste Italien qui n'a pas été diluée dans le progressisme modéré des années 90-, et les syndicats adhérents à la *Confédération de Syndicats de Base* (Cobas) et *l'Union Syndicale de Base* (USB). En plus d'organisations catholiques et sociales de défense des droits de migrants et de travailleurs précaires.

Parmi ses premiers adhérents en Italie se trouvent des syndicalistes comme Giorgio Cremaschi, ou l'ex-partisane et féministe historique Lidia Menapace, la militante Heidi Giuliani, maman de Carlo, le jeune homme assassiné pendant la répression des manifestations contre le sommet du G8 à Gênes en 2001, et jusqu'à l'ex-entraîneur de football Renzo Ulivieri. Jean-Luc Melenchon, le leader de La France Insoumise, les a déjà reconnus comme les représentants de la nouvelle gauche européenne en Italie. Lors de sa réunion de lancement en novembre, il y avait des représentants de *Unidos Podemos*, du *Groupe Confédéral de la Gauche Unitaire Européenne* et de délégations de tout le continent.

Mais pour l'instant, l'objectif de la nouvelle formation italienne est beaucoup plus humble que celui de ses homologues en France et en Espagne. D'abord, ils devront dépasser le plafond de 3 % aux élections de mars pour pouvoir être admis au parlement. Bien que quelques analystes italiens considèrent cela comme déjà fait, la dispersion du vote de gauche et l'accumulation du vote de protestation du coté du Mouvement 5 Étoiles (M5E) aujourd'hui en Italie, peuvent jouer un rôle déterminant.

La lutte contre la précarité du travail, la réforme du système de retraites, la défense des ressources naturelles, le retrait de l'Otan et des pactes militaires, le désarmement, l'accueil humanitaire aux migrants sont certains des points du programme présenté pour disputer les voix du M5E et de *Liberi e Uguali*, une scission récente du gouvernant Partido Democrático qui tourne au tour de 7 %.

Selon la nouvelle loi électorale, le « ***Rosatellum*** », toute liste qui se présente pour ces élections doit présenter aussi un symbole et un leader politique. À 37 ans, dont la moitié passée entre étude et militantisme social, Viola Carofalo, une chercheuse précaire de l'Université **L'Orientale** de Naples, a endossé ce rôle. Bien qu'elle se presse à expliquer que ce n'est pas une charge dans laquelle elle se trouve très confortable. « En ce moment je nettoie mon placard après une invasion de termites », précise t-elle au démarrage de l'interview téléphonique depuis sa maison de Naples. « Ce serait une image peu adaptée pour ce qu'un chef politique dit ».

Copyright © El Correo

C'est aussi pour se **démarquer de l'étiquette que les hommes politiques de profession ont, non ? Si j'ai bien compris aujourd'hui être homme politique est très mal vu en Italie.**
Nous sommes des gens qui faisons de la politique. Mais nous ne sommes pas des politiques. Nous sommes des militants de base, de comités et d'associations. Nous faisons quotidiennement de la politique sur le terrain, mais nous ne sommes pas des « *gens de parlement* », nous n'avons pas de privilèges. Nous décidons d'imposer comme règle pour les candidats de verser une partie de son salaire, en cas d'élection, a des activités sociales et politiques, et de rester avec l'équivalent d'un salaire d'ouvrier.

Au début des années 2000, la gauche radicale italienne semblait avoir initié une période de croissance. Le Parti de la Refondation Communiste réussissait à arriver à 6 ou 7% des votes, les grèves générales de la Centrale Générale Italienne des Travailleurs (CGIL) contre la réforme du statut des travailleurs et les mobilisations massives contre la guerre d'Irak en 2003, ont rassemblé un mouvement hétérogène et apparemment fort. Mais après plus de dix ans les mêmes gens apparaissent démobilisés, ou engagés dans les rangs de Mouvement Cinq Étoiles. Qu'est-ce qui est arrivé à la gauche italienne dans ces années-là ? Où se situe la proposition de *Potere al Popolo* dans ce contexte ?
Je me suis politiquement formée dans ces mouvements de début de siècle, je m'en souviens bien. Je crois qu'il y a eu deux éléments, au milieu d'une crise économique très forte en Italie qui ont porté à la désagrégation de cette gauche et à la perte de consensus et de reconnaissance de la gauche italienne. Un élément interne et l'un externe. L'élément externe a à voir avec ce qui s'est passé à Gênes en 2001 pendant les manifestations contre le G8. Il y a eu une répression féroce, et nous vivons la tentative de séparer les bons des méchants dans la gauche. Les bons étaient des innocents citoyens et les méchants étaient les *Black Block* anti globalisation, construits aussi un peu de façon *ad hoc* journalistiquement.

De cette façon on a réussi à casser en deux la soi-disant société civile, qui faisait de la politique et se reconnaissait dans la vaste acception de la gauche. Et après il y a eu une très forte responsabilité interne de la gauche elle même. D'un côté, les organisations partisanes, ont voulu poursuivre des modèles qui ne pouvaient pas durer et dans lesquels ses militants et électeurs ne se reconnaissaient pas, en signant des accords avec d'autres forces politiques et en conservant la vie parlementaire comme voie unique ou objectif unique. Cela n'a pas été le cas de tous, mais je crois qu'en général on a pu voir cette dérive et cette fermeture vers les bases. On n'a pas pris soin des réalités de base dans les quartiers et les cercles. La gauche antagoniste, extraparlementaire, a fait une erreur similaire, celle de tomber dans l'auto référencement, celle de s'enfermer dans son territoire, dans son noyau socio-éducatif, dans son comité, sans se préoccuper de construire un réseau plus vaste, et de comprendre l'effet que cet enfermement avait sur le futur.
Quelques mouvements locaux sont encore forts et reconnus, comme le mouvement contre le *Treno d'Alta Velocidad* (non TAV) [opposition au TGV italien]. Mais c'est une exception. Dans tout le pays il y a eu des expériences qui ont été atomisées, enfermées sur elles mêmes, souvent même avec des langages incompréhensibles pour le reste de société. En face de cela, une grande vague antipolitique est arrivée, représentée par le *Mouvement Cinq Étoiles* qui soutenait que ceux qui faisaient de la politique étaient tous des « *mascalzoni* » et des voleurs et que tous les hommes politiques sont égaux. Il faut dire qu'ils ont obtenu un grand succès en disant de telles choses parce qu'ils se fondaient évidemment sur quelques vérités. Cette vague antipolitique a su canaliser une grande partie de ce désaccord qui dans d'autres nations européennes, comme en Espagne, ou en France, en revanche a trouvé une sortie avec beaucoup plus de propositions et plus fructueuse du point de vue de la croissance de la gauche. *Podemos* et Mélenchon sont un exemple de cela. En Italie, cela n'est pas arrivé. Probablement aussi à cause de ces vices que nous avons détectés, et un peu à cause du rôle du *Mouvement Cinq Étoiles*. Nous voulons recommencer à attirer beaucoup de ces personnes qui votent ou ont voté le M5E, même en se sentant de gauche, parce qu'ils ne se reconnaissaient dans aucune autre organisation partisane et alors ont choisi un vote de protestation.

Est-ce que l'objectif est d'être aussi l'expression de cette gauche qui entre *Podemos* , Mélenchon et Corbyn commence à se voir dans le reste d'Europe ?
Oui, clairement. Ce sont toutes des expériences très différentes, chacune avec son histoire et sa spécificité. Mais il y

Copyright © El Correo

a deux facteurs qui les unissent. Le premier est qu'il s'agit d'une gauche qui commence à enfin gagner. Ce qui n'est pas rien. Et pour gagner, je ne me réfère pas seulement à l'enceinte électorale mais essentiellement à la présence dans la société, avec les discours, manifestations de masse. C'est-à-dire une gauche qui commence à avoir une présence concrète et qui n'est plus seulement un fantôme comme elle l'a été dans les dix dernières années. Et en deuxième lieu, il y a une grande transformation dans la communication de ce que ce sont les valeurs fondamentales et les piliers de cette gauche. C'est une gauche qui ne se love plus dans les discours qui ne parlent à personne, mais qui commence à parler de choses et de manières, qui en revanche, intéressent tout le monde. Par exemple, Corbyn a clairement une histoire et un parcours très différent par rapport à *Podemos*, parce qu'il a structurellement connu une élection différente qui a été celle de rester dans un parti traditionnel ; mais il a démontré qu'en renouvelant le langage, la manière de faire campagne, en récupérant une série de traditions qui avaient été abandonnées comme celle d'aller de porte en porte ou de mettre des tables sur des trottoirs, il fait revivre concrètement la gauche européenne dans les rues. Et ce n'est pas seulement une présence de discours, depuis les grands palais du pouvoir. En cela il ressemble à *Podemos*, bien que l'histoire des deux mouvements soit totalement différente.

Cependant, cet espoir de l'Europe avait été aussi vécu avec Syriza en Grèce et il a été totalement écrasé. Il y a eu aussi quelques représentants de cette nouvelle gauche européenne qui ont accusé le gouvernement grec de trahison.

Il est évidemment impossible de garantir la non répétition de situations comme celle de la Grèce. Au-delà des responsabilités politiques du Premier ministre Tsipras ou de Syriza, qui ont fait des choix qui pourraient avoir été différents, je ne me sens pas le pouvoir de porter un jugement si dur. De plus, le terme traître je l'appliquerais aux autres. Pour comprendre la Grèce il faut penser qu'existent en Europe des forces qui finissent par s'imposer. Quand une alternative fait peur, plus elles deviennent menaçantes. Évidemment pour ces forces, écraser Tsipras, pouvait être quelque chose d'utile, important et fondamental. Ce que oui je comprends, c'est que cet échec est quelque chose dont nous avons à apprendre. Au lieu de le condamner tout simplement, il faudra discuter, voir où il s'est trompé, s'il s'est trompé, et ce qui pourrait avoir été fait de manière différente sans perdre du consensus et l'adhésion dans les masses, qui a été, pour moi, le grand problème à l'égard de Syriza. Ce que oui je sais, c'est que nous, en Italie, nous ne pouvons pas être pire. Je sais que ce n'est pas très orthodoxe en termes de communication et en pleine campagne, mais ici nous sommes dans l'année zéro de la gauche. Nous existons dans les réalités et les mouvements microscopiques et locaux qui ne se parlent pas entre eux, nous n'avons pas d'incidence. Le parlement ne sera pas une solution, mais pour nous cela peut être un instrument pour améliorer notre situation, et pour nous rapprocher de ce qui arrive dans le reste de l'Europe. Si on y parvient, peut-être ils arriveront depuis l'Union Européenne à sanctionner et à réprimer, comme ils ont fait avec Syriza, mais c'est quelque chose qui est à prendre en compte par celui qui a une pensée, je ne dis pas révolutionnaire, mais du moins de changement.

- J'entends que vous ne voyez pas dans l'Union Européenne un ami...

Non pas du tout. Et voilà qu'il ne s'agit pas d'un préjugé. Les politiques de l'UE dans les dernières années ont été très antipopulaires. Ils ont poussé les États à des coupes radicales dans la dépense sociale pour remplir les directives imposées à propos du déficit. L'UE n'est pas un malheur en soi. Je pense à une Europe solidaire, des peuples. Je suis sûre qu'il est absurde de s'enfermer dans une idée nationaliste, selon laquelle si l'UE ne nous plaît pas nous devons retourner aux vieux états nation, c'est anachronique. Mais l'UE ainsi qu'elle est aujourd'hui , elle est antipopulaire, liberticide. Elle a empiré les conditions de vie et de travail des italiens et pas seulement des italiens. La brèche entre riches et pauvres en Italie augmente chaque année. Il y a certains qui sont de plus en plus riches et beaucoup qui s'appauvrissent de plus en plus. Et c'est clairement la responsabilité des gouvernements nationaux, mais aussi des directives qui découlent du niveau européen. Sur ce débat, nous avons les idées très claires, le problème n'est pas le concept de l'Europe unie, mais ce qu'elle a réalisé ces dernières années.

Beaucoup de leaders de la gauche européenne ont pris comme modèle la construction des gouvernements populaires latinoaméricains et de la gauche au cours des dernières années. Quel débat avez-vous eu à l'égard de ces expériences ?

L'Amérique Latine est pour nous l'inspiration avec le « i » majuscule. Au-delà de qu'elles puissent se considérer comme des expériences plus ou moins terminées ou réussies, ou qui peuvent avoir des moments de stagnation.

Copyright © El Correo

Spécialement l'expérience vénézuélienne, on peut la considérer comme notre inspiration principale. En premier lieu dans la relation avec le pouvoir c'est-à-dire l'idée que n'existe pas un aut-aut, une élection définitive entre une construction depuis en bas ou du haut, mais on peut, dans le croisement entre ces deux formes de construction politique, créer ce que nous nommons pouvoir populaire. C'est-à-dire une représentation et un pouvoir territorial. Dans ce sens, je crois que, au-delà du résultat de cette expérience, le Venezuela est un exemple depuis la perspective de sa construction. Nous ici à Naples avons organisé beaucoup d'initiatives d'information sur le processus vénézuélien, pas seulement parce que ce qu'on connait en Italie est profondément déformé sur ce qui ce passe là-bas, mais parce que c'est le modèle par excellence. Nous ne pouvons pas évidemment reproduire le même en Italie. Chaque réalité sociale a ses spécificités, mais le modèle organisationnel qui nous inspire est celui-là.

Le mouvement antagoniste italien a toujours été très allergique aux institutions. Il a toujours été très critique envers les partis de gauche au parlement. Le panorama électoral en Italie semblerait se diriger vers un parlement sans majorité, comme en Espagne depuis un peu plus d'un an, en obligeant toutes les forces politiques à dialoguer pour tisser des alliances pour constituer un exécutif. Conformément à l'histoire de ses mouvements, et le programme qu'ils ont présenté, il ne semble pas y avoir un espace pour des alliances.
Non. Il n'y a pas de possibilités. Nous ne sommes pas compatibles. Nous l'avons déjà dit clairement. Et c'est quelque chose qui va contre la tendance générale puisque la réforme électorale et le débat de campagne visent à nous obliger à faire des propositions en pensant avec qui nous allons nous allier après le 4 mars. C'est un peu transversal dans tous les partis, à droite et à gauche.

Cependant depuis le surgissement de *Potere al Popolo* vous avez eu des mots d'éloge vers quelques représentants de la « politique de palais », comme le maire de Naples, Luigi de Magistris.
De Magistris a une histoire qui n'est pas sûrement la nôtre. En fait, quand il s'est présenté pour son premier mandat nous nous ne le voyions pas d'un bon oeil. Il ne s'est jamais déclaré communiste, encore moins des mouvements sociaux. Au contraire, c'était un ex-juge qui se présentait avec un autre ex-juge, avec une forte empreinte légaliste. Nous nous méfiions beaucoup. Aujourd'hui nous ne l'appuyons pas ouvertement, nous n'entrons pas dans le mouvement politique qu'il a créé, nous n'avons pas de relation de continuité avec ce qu'il a fait, mais nous reconnaissons que le fait d'avoir eu dans la ville de Naples un interlocuteur possible dans les institutions a fait qu'une série de choses pouvaient être réalisées. Il y a beaucoup d'exemples, spécialement dans ce qu'il rapporte à la lutte contre la pauvreté, à l'accueil de migrants, qui sont des thématiques qui nous interpellent directement. Il y a eu des préoccupations nées depuis en bas, depuis les bases, qui ont été reçues et élaborées. Pas toutes et pas tout à fait. Quand il s'est agit de s'opposer nous ne nous reculons jamais. Dans ce sens, pour nous Naples a été une sorte de laboratoire. C'était la démonstration que, dans quelques cas, pouvoir avoir une activité politique de base, mais ayant quelqu'un dans l'institution qui au moins te n'est pas hostile, peut donner quelques résultats. Ce n'est pas la solution, mais cela aide.

Quelle a été la réaction des autres mouvements sociaux en face de votre pari ?
Quand nous avons démarré, sans trop d'expectatives, avec la proposition d'une liste en novembre, nous nous attendions à que pleuvent les critiques et à une levée de boucliers d'une grande partie des mouvements de gauche. Juste parce que nous venons de ce monde nous savons comment est perçue en général la question de la représentation institutionnelle. En revanche cela ne s'est pas passé. Il y a clairement eu, ceux qui nous ont rejoints dès le début pour participer et aider, et les autres ont préféré rester à la marge. Mais il y a eu, ceux qui depuis les mouvements ont exprimé leur vision abstentionniste, comme définition stratégique, pas seulement tactique, et cependant ils ont publiquement reconnu la valeur de notre proposition et de notre crédibilité politique. C'est-à-dire il n'y a pas eu la levée de boucliers que nous avions imaginée. Cela probablement parce que quelque part, a été générée la conscience qu'effectivement la situation est si grave et qu'il est nécessaire d'utiliser tous les instruments possibles. De plus, nous avons réussi à avoir une certaine légitimité qui empêche que nous soyons accusés d'opportunisme, qui est la critique classique que déclenche ce type d'initiatives. Nous ne construisons pas notre proposition autour des personnes et des noms, et personne ne dit aujourd'hui que nous faisons ce que nous faisons pour obtenir un perchoir à cause d'intérêts personnels.

Copyright © El Correo

Alors, si cela peut donner des résultats il faut le penser autrement, au-delà du coté électoral. Déjà le fait d'avoir mené 150 assemblées dans 150 villes pour discuter sur un programme et des candidats ; avoir eu une exposition nationale et internationale ; avoir construit des contacts et des relations avec des expériences et des mouvements de base, c'est en soi un bon pas en avant désormais à l'égard de comment nous étions il y a quelques mois. Si de plus nous réussissons à dépasser les 3 %, c'est encore mieux. Nous aurons des personnes au sein du parlement, qui sans compromis, essaieront de porter aussi là-haut une série de revendications qui sont normalement étouffées. Spécialement celles qui sont liées au travail.

Voir : Viola Carofalo à « ***Il un temps della une politique*** »

Pourquoi Viola Carofalo ?

Une jeunesse intellectuelle et rebelle

Femme, jeune et précarisée. Viola Calofaro réunit les caractéristiques de toutes ces catégories sociales qui sont aujourd'hui en tête des mouvements de gauche en Italie et en Europe. Elle a obtenu son doctorat en Philosophie Moderne et Contemporaine en 2008, et en Philosophie et Politique en 2012. Entre des essais et une thèse sur les oeuvres et la pensée d'Ernst Cassirer, de Roland Barthes et Bertolt Brecht, Viola Carofalo a exercé son militantisme, commencé avec les manifestations antimondialisation à Naples et à Gênes en 2001, l'opposition à la participation italienne à la guerre en Irak en 2003 et les mouvements contre la précarisation du travail et la réforme de l'éducation sous les gouvernements de centre-gauche.

Mais son moment de plus grande exposition, avant *Potere al Popolo*, fut après qu'en 2015, avec une autre centaine de militants, elle a occupé un ancien monastère du XVIIe siècle du quartier Materdei de Naples. Avec le temps, la grande bâtisse placée dans une colline de la zone populaire de La Sanitá a été transformée en commissariat, en hôpital psychiatrique et ensuite abandonnée. Ainsi, est né « *Je So' Pazzo* » qui pourrait se traduire comment « *Je suis Fou* » en dialecte napolitain. Carofalo s'est distinguée comme le référent de cet espace qui rassemblait des services de consultations médicales gratuites, un centre de soutien scolaire pour des enfants et des adolescents, des services de consultation légales gratuites et des dizaines d'autres activités. En peu de temps, l'espace a connu une célébrité nationale, et avec lui, la figure de Calofaro a grandi. Comme racontent ses militants, c'était la section du Parti Communiste du Sri Lanka qui fonctionne dans *Je So' Pazzo* qui a suggéré l'idée de se présenter aux élections du 4 mars.

Calofaro a maintenu en parallèle une intense activité universitaire, même temps qu'elle dénonce la précarité du travail dans la recherche universitaire. Son dernier livre « *Dai piú lontani argini* », est au sur de la construction de l'alterité dans l'écriture du prix Nobel John Maxwell Coetzee. Mais la pensée qui a particulièrement influencée son activité politique et universitaire a été le décolonialisme de Frantz Fanon. Sur l'oeuvre de *Frantz Fanon* ella a publié « *Frantz Fanon : dalla liberazione dei popoli alla liberazione dell'Uomo !* » en 2016, « *Un pensiero dannato : Frantz Fanon e la politique del riconoscimento* » et « *Fanon. Lo spettro nero* » en 2013.

Federico Larsen pour **Página 12**

Página 12. Buenos Aires, le 19 février 2018.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la diaspora. Paris, le 22 février 2018

Post-scriptum :

[Contrat Creative Commons]
Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une oeuvre de **www.elcorreo.eu.org**.